

Selon le COR, « dans tous les cas » la pension moyenne augmentera d'ici à 2050 moins vite que le revenu moyen

Les membres du COR se réunissent demain, mercredi 14 avril 2010, pour valider des projections financières dont les fondements (AEF n°127589) ont été examinés le 17 février dernier au cours de la séance mensuelle du COR consacrée aux « scénarios macroéconomiques pour les projections à long terme ». Rien de bien nouveau donc sur ce terrain. Rien de nouveau non plus sur la question de l'âge de la retraite pourtant centrale dans les discussions qui viennent de s'engager entre Éric Woerth et les partenaires sociaux. Officiellement, le COR est là pour faire un constat et non pour formuler des propositions sur les changements à opérer. Par ailleurs, comme nous l'avions indiqué (AEF n°130237), les projections du COR sur un recul éventuel de l'âge de la retraite demandées par le Medef ne figurent pas dans ce rapport à la demande expresse de Jean-Christophe Le Duigou (CGT). Elles seront communiquées aux membres du COR dans un courrier qui leur parviendra dans trois ou quatre semaines.

À long terme, trois scénarios correspondant à trois hypothèses économiques alternatives sont construits. Deux d'entre eux reposent sur un chômage à 4,5 % jugés parfaitement irréaliste par les économistes qui s'accordent pour considérer qu'aujourd'hui on peut parler de plein emploi avec un chômage autour de 6 % voire 7 %. Dans un tel cas de figure, seul le scénario C avec un chômage à 7 % et une productivité de 1,5 % serait véritablement crédible.

Cela dit, dans l'hypothèse d'une durée de cotisation portée à 41,5 ans en 2020, l'âge effectif moyen de départ à la retraite augmenterait dans le régime général et dans la fonction publique : l'augmentation serait de 1 an à l'horizon 2020, 1 an et demi à l'horizon 2030 et environ 2 ans à l'horizon 2050. A l'Agirc et à l'Arrco l'évolution serait fonction des rendements. Dans les projections à rendements constants, la pension moyenne augmenterait d'un peu moins de 1 % par an entre 2009 et 2030 puis accélérerait pour atteindre 1,5 % dans le scénario A et 1,3 % dans les scénarios B et C. Dans la perspective de rendements décroissants, les progressions seraient en fin de période de 1,2 % dans le scénario A et 1 % dans les scénarios B et C. Mais il faut surtout retenir que « dans tous les cas la pension moyenne augmenterait moins vite que le revenu moyen et qu'on assistera à « une diminution du rapport entre la pension moyenne et le revenu moyen d'activité ».

30 MILLIARDS DE DÉFICIT ENTRE 2009 ET 2010

Autres chiffres à retenir : dans tous les cas de figure, le nombre des cotisants va chuter en 2009 et 2010 et progressera ensuite : 25,3 millions en 2010, 26,7 millions en 2024 (scénarios A et B) et 26 millions en 2022 (scénario C) Au-delà il y aurait stabilité jusqu'en 2030, puis légère augmentation ensuite. Parallèlement, le nombre de retraités passera de 15 millions aujourd'hui à 22,9 en 2050, ce qui portera à terme le ratio démographique (rapport cotisants/retraités) à un peu moins de 1,2. Il serait un peu plus dégradé du fait d'un chômage plus élevé.

A moyen terme (2015-2020), quel que soit le scénario retenu, les perspectives financières du système de retraite sont marquées par les effets de la crise et du vieillissement. Ainsi, en 2015, le besoin de financement du système serait de 1,8 point de PIB (40 milliards d'euros), puis 1,7 % du PIB en 2020 dans le scénario A, 1,9 point dans le scénario B et 2,1 points dans le scénario C. Le gros de la dégradation se ferait entre 2009 et 2010 avec un déficit de 1,7 point de PIB soit 30 milliards d'euros dès 2010.

A plus long terme, le besoin de financement dépendra de la croissance et de l'emploi et s'échelonnera selon les scénarios entre 72 milliards d'euros en 2050 (scénario A), 102 milliards d'euros (scénario B) et 115 milliards (scénario C). "La dégradation à moyen terme de la situation financière des régimes liés à la crise se traduit pas des besoins de financement plus élevés qu'en l'absence de crise", écrit le rapporteur qui évoque, pour le scénario A, un déficit cumulé de 77 points de PIB en 2050 contre 60 points prévus en 2007. La crise est passée par là.